



Plateforme  
pour la Gestion  
des Risques Agricoles



# Burkina Faso

Gestion des risques agricoles  
pour la résilience aux aléas  
du climat et des marchés  
Rapport Final

PARM Horizon 2  
Juin 2023





PARM  
PLATFORM FOR  
AGRICULTURAL RISK  
MANAGEMENT



**Plateforme  
pour la Gestion  
des Risques Agricoles**



# Burkina Faso

**Gestion des risques agricoles  
pour la résilience aux aléas  
du climat et des marchés  
Rapport Final**

PARM Horizon 2  
Juin 2023

## Avant-propos

La Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM), initiative du G20 hébergée par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), est un partenariat multi-bailleurs cofinancé par l'Union Européenne (UE), l'Agence Française de Développement (AFD), l'Agence Italienne de Coopération au Développement (AICS) et le FIDA lui-même, pour soutenir les gouvernements et les parties prenantes dans la gestion des risques agricoles (GRA). La Plateforme travaille en partenariat stratégique avec AUDA-NEPAD dans certains pays africains ayant comme but final l'intégration de la Gestion des Risques Agricoles (GRA) dans les politiques agricoles nationales et la conception des plans d'investissement ([www.parm.org](http://www.parm.org)). L'objectif global de la PARM est de contribuer à une croissance agricole durable, de réduire l'insécurité alimentaire, d'améliorer les moyens de subsistance des ménages ruraux et agricoles dans les pays en développement.

La mise en œuvre des activités de la PARM se fait par phases, la première phase (PARM Horizon 1) s'étalant sur 2013-2019. L'objectif de cette phase était d'intégrer la GRA au niveau mondial et de permettre l'intégration d'une gestion holistique des risques agricoles dans la planification politique et les plans d'investissement dans 8 pays africains d'Afrique subsaharienne. Les résultats très positifs obtenus par la PARM lors de la première phase ont permis le développement de PARM Horizon 2 (2019-2025). Pendant cette période, la PARM continue à renforcer les capacités en matière de GRA aux niveaux mondial et national, mais en investissant davantage de ressources dans la conception de programmes/projets d'investissement en GRA, avec une implication plus structurée des partenariats public-privés et un soutien direct aux acteurs de niveau méso (services de vulgarisation, intermédiaires financiers, groupes de femmes et de jeunes, ONG, entreprises et organisations paysannes, etc.).

Le Gouvernement burkinabè, représenté par le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Hydrauliques (MARAHA), s'est activement engagé, depuis novembre 2019, dans le processus d'intégration de la gestion des risques agricoles dans son cadre politique et dans le développement de plans d'investissements pour impliquer les parties prenantes. Avec la réponse positive de la PARM, le Burkina Faso fait ainsi partie des pays de la PARM à l'Horizon 2. Depuis 2019, la PARM a accompagné le gouvernement dans ce processus en proposant une nouvelle méthodologie en GRA basée sur une approche holistique avec une perspective de genre. Les résultats de ce partenariat ont permis de créer de nouvelles capacités en matière de gestion des risques, de développer des outils en GRA, via une Etude d'Evaluation des Risques (EER), et de formuler le Projet de Gestion des Risques Agricoles pour la résilience aux Aléas du climat et des Marchés (PGRAAM).

Ce rapport réunit les principaux résultats de chacune des phases du processus PARM au Burkina Faso à savoir l'élaboration de l'études d'évaluation des risques, la priorisation des risques, l'identification d'outils spécifiques d'investissement en GRA, le renforcement des capacités et le partage des connaissances en GRA. Le rapport contient également les détails sur les composantes et sous-composantes du Projet d'investissement PGRAAM.

La PARM tient à remercier le gouvernement burkinabè et, en particulier, le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Hydrauliques (MARAHA) pour son appropriation du processus et son leadership actif dans les activités menées depuis le début du processus PARM en 2019 dans la gestion des risques agricoles. Les remerciements s'adressent également aux nombreux partenaires du développement ainsi qu'aux institutions publiques et privées qui ont également participé aux différentes phases du processus et activement contribué dans l'élaboration de l'étude d'évaluation des risques et le projet PGRAAM.

# Contenu

Abréviations et Acronymes.....	4
<b>Section 1 – Le processus PARM au Burkina Faso .....</b>	<b>6</b>
1.1. Chronologie du processus PARM au Burkina Faso.....	6
1.2. Principaux résultats atteints au Burkina Faso .....	6
<b>Section 2 – Projet de Gestion des Risques Agricoles pour la résilience aux Aléas du climat et des Marchés (PGRAAM).....</b>	<b>11</b>
2.1 Contexte.....	13
2.2 Approche.....	13
2.3 Objectif global.....	14
2.4 Objectifs spécifiques.....	14
2.5 Composantes et sous-composantes du Projet.....	14
Composante 1 – Gestion intégrée des risques du secteur .....	14
Composante 2 – Intégration des outils de gestion des risques climatiques dans la stratégie globale de gestion intégrée des risques .....	14
Composante 3 – Gestion du risque de prix comme pierre angulaire de la politique intégrée de gestion de risque.....	15
Composante 4 – Coordination du projet .....	16
2.6 Bénéfices attendus.....	16
2.7 Zones d'intervention.....	17
2.8 Bénéficiaires et groupes cibles.....	17
2.9 Budget et durée.....	17
2.10 Gestion du projet.....	17
<b>Section 3 – Renforcement des capacités et partage des connaissances.....</b>	<b>18</b>
3.1. Contexte.....	18
3.2. Activités de renforcement des capacités en GRA .....	19
3.3. Activités de partage des connaissances et d'apprentissage en GRA .....	20
<b>Section 4 – Institutionnalisation du renforcement des capacités en GRA .....</b>	<b>22</b>
4.1 Contexte.....	22
4.2 Processus d'institutionnalisation au Burkina Faso.....	22
<b>Section 5 – Mobilisation des ressources et Partenariat.....</b>	<b>24</b>
5.1 Contexte.....	24
5.2 Listes des partenaires approchés par la PARM et le MARAH.....	24
<b>Bibliothèque électronique : études, rapports et autres produits du savoir sur la GRA ....</b>	<b>25</b>

## Abréviations et Acronymes

AFD	Agence Française de Développement
AFDR	Rural Development Training Association
AICB	Interprofessional Association of Insurance Companies of Burkina
AICRM	Africa Integrated Climate Risk Management
AICS	Agence italienne pour la coopération au développement
APEX	Agency for the Promotion of Exports of Burkina
APSAB	The Professional Association of Insurance Companies of Burkina
AUDA-NEPAD	African Union Development Agency - The New Partnership for Africa's Development
BAD	Banque Africaine de Développement
CILSS	Comité permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CISV	Community Engagement Service Volontariat
CPF	Farmers Confederation of Faso
CS	Comité de sélection
DGAHDI	General direction or hydraulic development
DGESS	Director for Studies and Sector Statistics
DGPA	Direction générale de la production animale
DGPER	Direction Générale de la Promotion de l'Économie Rurale
EER	Etude d'Évaluation des Risques
EHCVM	Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages
FAO	Food and Agriculture Organization
FEP	Federation of Burkina Faso Breeders
FFR/IFAD	Mécanisme d'envoi des Fonds
FIAB	National Federation of Agrifood Industries in Burkina
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
GIZ/PDA	German Cooperation
GOBF	Government of Burkina Faso
GRA	Gestion des Risques Agricoles
IGREENFI	Inclusive Green Financing Initiative
IMF	Institutions de Microfinance
INST	Institutionnalisation
LANIBIO	Laboratoire d'analyse numérique, informatique et biomathématiques
MARAH	Ministère de l'Agriculture et des Ressources animales et halieutiques
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
PACTE	Contract Farming and Ecological Transition Project
PAE	Project Agro-Ecology
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PARM	Platform for Agricultural Risk Management
PGRAAM	Projet de Gestion des Risques Agricoles pour la résilience aux Aléas du climat et des Marchés
PIGIRA	Pôles innovants de gestion intégrée des risques agricoles
PPP	Partenariat public-privé
PRAA	Programmes des Risques Agricoles et Alimentaires
PTF	Partenaires techniques et financiers
RC	Renforcement des Capacités
RCPB	Network of Credit Unions of Burkina
REPAFER	Réseau pour l'Autonomisation des Femmes Entrepreneures Rurales
SAP	Système d'alerte précoce
SIM- Bétail	Système d'Information sur les Marchés à Bétail
SONAGESS	Société Nationale de Gestion des Stocks de Sécurité Alimentaire
UCP	Unité de Coordination du Projet
UE	Union Européenne
UNCB	National Union of Cotton Producers Cooperative Societies of Burkina Faso
UNMO – CIR	National Enhanced Integrated Framework Implementation Unit
USAID	Agence des Etats-Unis pour le Développement International

USGRA  
WB

Unité stratégique de gestion des risques agricoles  
World Bank

# Section 1

## Le processus PARM au Burkina Faso

### 1.1 Chronologie du processus PARM au Burkina Faso

La PARM travaille avec le gouvernement du Burkina Faso à travers le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Hydrauliques (MARA) pour renforcer la capacité de résilience du pays à gérer les risques agricoles. C'est en novembre 2019 que la PARM s'est engagée auprès du gouvernement du Burkina Faso par l'intermédiaire du MARA pour renforcer la capacité du pays à gérer les risques agricoles. Ce partenariat a été matérialisé par la signature d'un aide-mémoire entre le Burkina Faso et la PARM, transformé par la suite en un plan d'action déclinant les activités de l'assistance technique de la PARM dans le pays.

Après la signature de l'aide-mémoire, la PARM a mené une étude globale d'évaluation des risques qui a été approuvée et validée en octobre 2021. L'étude a permis une mesure économique des dommages associés aux principaux risques pesant sur le secteur agricole, et une comparabilité des différents risques. Elle a également apporté certaines clarifications méthodologiques en précisant notamment l'échelle à laquelle le dommage est mesuré. Il est fondamental de rapporter les probabilités de dommage à une même unité d'observation (le ménage ou le village ou la région ou le pays) et c'est une des avancées méthodologiques proposée dans cette étude. Dans cette étude, ce sont les risques subis par les ménages qui ont été systématiquement mesurés.

Elle a permis également une hiérarchisation des risques de natures différentes sur des bases aussi objectives que possible et statistiquement représentatives à l'échelle nationale. La quantification des risques a fait apparaître trois risques assez nettement prioritaires du point de vue des pertes moyennes annuelles : (i) le risque sécuritaire, (ii) le risque climatique (sécheresse), et (iii) le risque prix.

A la suite de la validation des résultats de l'étude, Le gouvernement burkinabè a sollicité l'appui de la PARM pour la formulation d'un projet d'investissement qui permettra au gouvernement de changer de paradigme, passant d'une réponse ponctuelle aux catastrophes à une gestion intégrée des risques ; tout en renforçant la résilience du secteur agricole et de ses parties prenantes (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs) aux risques liés au climat et au marché.

A cet effet, en début 2022, une note conceptuelle du projet a été soumise par la PARM, revue et validée par le gouvernement, et a servi de cadre directeur pour la conception du projet. En novembre 2022, le Projet de Gestion des Risques Agricoles pour la résilience aux Aléas du climat et des Marchés (PGRAAM) développé par la PARM en collaboration avec le MARA a été validé par le gouvernement.

### 1.2 Principaux résultats atteints au Burkina Faso

Le soutien de la PARM au Burkina Faso a abouti à plusieurs résultats positifs qui ont permis de renforcer la capacité de résilience du pays à gérer le secteur agricole face aux divers risques identifiés et priorisés. Ces résultats comprennent entre autres : (i) l'étude holistique d'évaluation des risques ; (ii) la formulation du projet d'investissement PGRAAM (Projet de Gestion des Risques Agricoles pour la résilience aux Aléas du climat et des Marchés) ; (iii) le renforcement des capacités des acteurs clés en gestion des risques agricoles, une série d'activités de partage des connaissances et l'élaboration des plans d'actions par des organisations locales pour institutionnaliser la GRA dans les curricula des universités et les pratiques du secteur privé ; ainsi (iv) qu'une série d'activités de partage des connaissances qui ont été organisées pour bénéficier des contributions des acteurs locaux.



## 1.2.1 Mettre la gestion des risques au cœur des politiques de développement et agricoles

L'introduction du risque comme étant une opportunité et non plus un problème, si géré via la méthodologie holistique proposée par la PARM, a permis d'obtenir des résultats satisfaisants en matière de GRA au Burkina Faso. Les différentes phases d'identification des risques, leur priorisation et la proposition d'outils de gestion des risques à travers une approche participative des différents acteurs du secteur agricole, ainsi que la définition des rôles et responsabilités ont permis de mettre la GRA au cœur des priorités du Gouvernement burkinabè. Ces avancées ont été rendues possibles à travers un processus d'intégration de la GRA dans les documents stratégiques nationaux.

Ces premiers résultats achevés ne représentent que la première étape. Le Gouvernement burkinabè, sous la responsabilité et le leadership du MARAH, s'engage en effet à poursuivre les efforts entamés en GRA sur le long terme.

## 1.2.2 Évaluation des risques agricoles au Burkina Faso

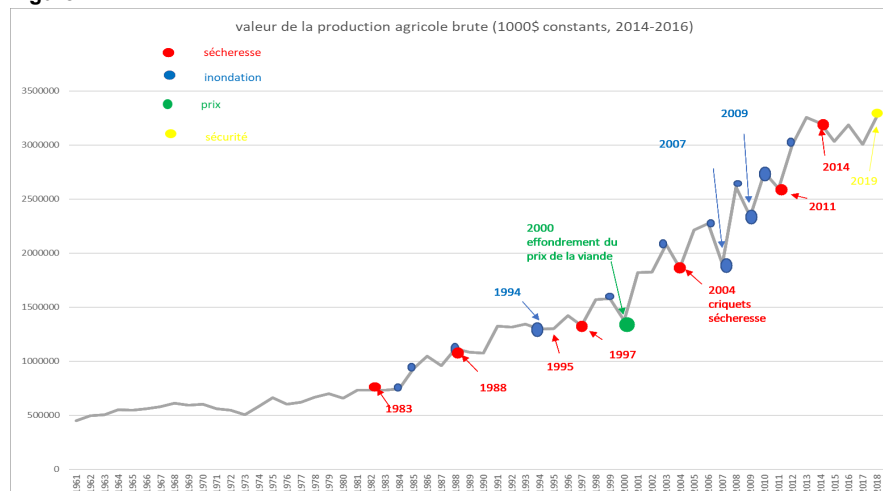
L'étude d'évaluation des risques agricoles au Burkina Faso constitue la première phase du processus PARM au Burkina Faso, dont la feuille de route a été définie par le MARAH et la PARM en 2021. Elle avait pour objectifs d'établir un inventaire détaillé des risques agricoles et des stratégies de gestion de ces risques déjà mises en place au Burkina Faso ; d'évaluer les dommages économiques de chaque risque ; d'évaluer les outils et moyens d'action existants en matière de gestion des risques agricoles ; et de déterminer les principaux besoins dans ce domaine et proposer des orientations d'outils de gestion à mettre en place.

L'étude s'est basée sur l'approche holistique de la PARM, une approche globale et rigoureuse, prenant en considération tous les risques agricoles et toutes les informations qualitatives et quantitatives disponibles pour estimer la fréquence et les conséquences de ces risques agricoles. A la différence des autres études sur l'analyse des risques agricoles que la PARM a eu à produire dans d'autres pays, cette étude d'évaluation des risques agricoles au Burkina Faso a utilisé une analyse de genre qui tient en compte des différences sexospécifiques dans la collecte de données et leur analyse pour mieux comprendre l'impact d'un risque et des capacités à répondre à ces risques par genre.

Au total, sept risques ont été identifiés (climatiques, catastrophes naturelles, financiers, politiques, sanitaires, de marché, et liés aux infrastructures), dont trois ont été priorisés à savoir (i) le risque sécuritaire ; (ii) les risques liés au climat ; et (iii) les risques liés à la volatilité des prix. De plus cette étude a également montré la nécessité de faire du renforcement des capacités un axe d'intervention prioritaire en vue de : (i) professionnaliser les acteurs des filières ; (ii) renforcer l'efficacité du secteur des assurances et surtout ; (iii) renforcer le leadership du ministère dans l'anticipation et la gestion des risques de production et de commercialisation.

La figure ci-dessous illustre l'impact des risques sur la production agricole du pays.

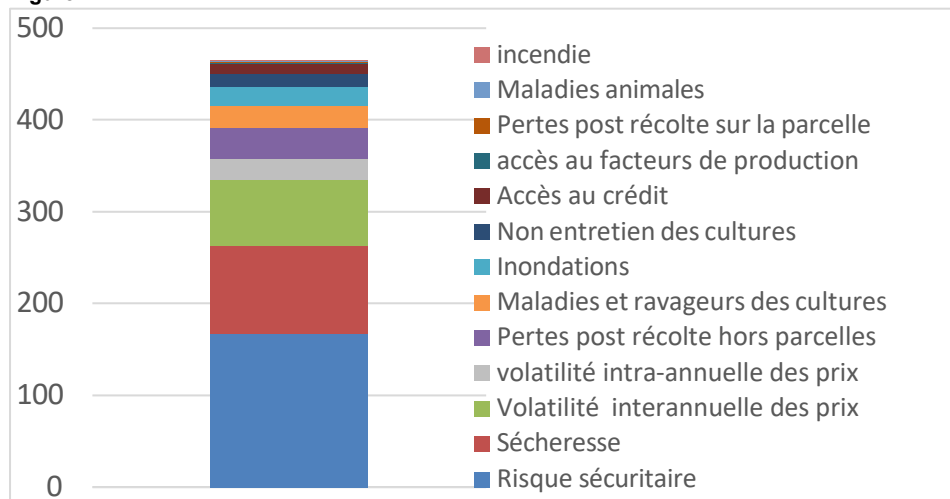
Figure 1



La priorisation des interventions à mener pour améliorer la gestion des risques au Burkina Faso repose d'une part sur la quantification des risques et d'autre part sur l'évaluation des capacités de l'Etat et des agriculteurs à atténuer les différents risques ou à s'y adapter.

**Pertes annuelles moyennes estimées des risques étudiés en millions de dollars des Etats-Unis. Les risques de production agricoles sont des moyennes des 4 dernières années, le risque sécuritaire porte sur 2018-2019, les risques prix utilisent des séries de données allant de 20 ans à 5 ans selon les produits).**

**Figure 2**



### Scores et hiérarchisation avec prise en compte des capacités de gestion des risques

**Figure 3**

	Score de dommage	score de probabilité	score de pire scénario	score de difficulté à gérer les risques	score de priorité d'investissement
Risque sécuritaire	5 ●	3 ●	5 ●	4 ●	4,19 ●
Volatilité interannuelle des prix	4 ●	4 ●	5 ●	3 ●	4,02 ●
sécheresse	4 ●	4 ●	4 ●	4 ●	3,90 ●
Volatilité intra-annuelle des prix	3 ●	4 ●	4 ●	4 ●	3,61 ●
Pertes post récolte hors parcelles	3 ●	4 ●	4 ●	4 ●	3,38 ●
Inondations	4 ●	2 ●	4 ●	4 ●	3,28 ●

### 1.2.3 Accroître la sensibilisation, renforcer les capacités et mettre en valeur les partenariats sur la GRA

Dès ses débuts, l'une des priorités de la PARM au Burkina Faso a été de contribuer au renforcement des capacités sur la gestion des risques agricoles à travers l'approche holistique. De nombreux représentants du gouvernement, des organisations des agriculteurs, des partenaires techniques et financiers, des acteurs du secteur privé, des structures de formation, etc. ont pu bénéficier de ces formations organisées à travers un premier atelier en avril 2022 à Ouagadougou. L'objectif du séminaire était de présenter l'approche holistique de la gestion des risques agricoles et de susciter l'engagement de ces acteurs à intégrer la GRA dans leurs curricula de formation et dans leurs pratiques. L'atelier de formation a contribué à améliorer les compétences des participants afin de leur permettre de maîtriser les concepts clés de la GRA et de les utiliser pour identifier et analyser les risques agricoles.

Le deuxième atelier a été organisé du 16 au 20 mai 2022 toujours à Ouagadougou avec la participation de 50 personnes, dont 24 femmes, notamment 4 associations de femmes rurales ont participé à l'atelier. Cet atelier qui se veut une formation des formateurs était également centrée sur les résultats de l'étude d'évaluation des risques agricoles réalisée par la PARM. Elle a permis aux organisations participantes d'élaborer des plans d'action pour l'institutionnalisation (INST) de la GRA dans leurs curricula de formation et dans les pratiques du secteur privé.

### **1.2.4 Investir dans les priorités en GRA pour de meilleurs outils de gestion des risques agricoles**

Les résultats quantitatifs de l'étude d'évaluation des risques ont abouti à deux domaines prioritaires de gestion des risques agricoles. Il s'agit (i) du développement de **produits d'assurance indicielle** (cultures et bétail) pour gérer les risques liés au climat et (ii) du **développement d'instruments pour gérer les risques liés au marché**, en particulier la **volatilité des prix**. Dans ces deux domaines, les parties prenantes bénéficieront d'un renforcement de leurs capacités et d'un appui à l'implémentation des instruments.

Les outils de gestion de risques identifiés sont étroitement alignés d'une part avec les cadres politiques nationaux et sectoriels du pays, notamment, le Plan national de développement économique et social et la Politique sectorielle Production agro-sylvo-pastorale, et d'autre part sur les principes clés de la GRA, en particulier : (i) la nécessité d'une approche intégrée, holistique, durable et inclusive de la gestion des risques agricoles; (ii) intégration de la GRA dans les politiques et programmes du secteur agricole à tous les niveaux ; (iii) l'utilisation de stratégies et d'outils GRA adaptés aux conditions locales; (iv) l'intégration des principes GRA dans les projets et programmes en cours ; et (v) la production d'une base de connaissances en vue d'inspirer l'élaboration/amélioration des politiques et stratégies publiques.

### **1.2.5 Faciliter le dialogue entre le gouvernement, les institutions locales et les partenaires de développement**

Le processus PARM se veut participatif et inclusif, où tous les acteurs sont consultés en permanence durant toutes les étapes pour garder un dialogue permanent et prendre en compte les contributions des institutions locales et des partenaires de développement dans les différents documents. Dans ce cadre, les résultats de l'EER ont été présentés par la PARM lors de l'atelier de partage de connaissances cycle 1 qui a permis de collecter les contributions des acteurs locaux et a conduit à la validation de cette étude en juillet 2021 lors de l'atelier de validation technique des résultats de haut niveau organisé à Ouagadougou. Ces ateliers ont permis de réunir des représentants du gouvernement, du ministère de l'agriculture, des finances et de la Primature, ainsi que le secteur privé, des organisations paysannes et des partenaires techniques tels que : le PAM, la FAO, la BAD, l'USAID, la Commission Européenne et le FIDA.

Une autre série d'ateliers (cycle 2) de gestion des connaissances a été organisée en juin 2022 pour bénéficier des contributions des acteurs locaux et leur expertise au contenu du projet PGRAAM. Les deux ateliers de consultation ont été utiles pour finaliser l'aide-mémoire, consolider les contributions et les commentaires pour éclairer le développement du rapport de conception du projet.

### **1.2.6 Elaborer un projet d'investissement dans la gestion des risques agricoles**

Après l'identification et la priorisation des risques ainsi que la validation des outils de gestion des risques priorités, le Gouvernement du Burkina Faso a demandé le soutien de la PARM pour formuler un projet d'investissement en vue d'assurer l'intégration complète de la gestion des risques agricoles dans les priorités nationales. Le projet est intitulé « **Projet de Gestion des Risques Agricoles pour la résilience aux Aléas du climat et des Marchés (PGRAAM)** ». Il vise à renforcer la résilience des agriculteurs et des éleveurs face aux risques agricoles et permettra de doter le groupe cible de compétences variées en vue de les aider à évaluer, hiérarchiser et gérer les risques, grâce à une approche holistique. Le PGRAAM comprend trois (4) composantes à savoir : (i) Composante 1 : Gestion intégrée des risques du secteur agricole ; (ii) Composante 2 : Intégration des outils de gestion des risques climatiques dans la stratégie globale de gestion intégrée des risques; (iii) Composante 3 : Gestion du risque de prix comme pierre angulaire de la politique intégrée de gestion des risques ; (iv) Composante 4 : Coordination du projet.

### **1.2.7 Mobiliser les ressources pour faciliter le dialogue entre le gouvernement, les institutions locales et les partenaires de développement**

En vue de mobiliser les ressources pour la mise en œuvre du projet PGRAAM, la PARM a intensifié des contacts avec des donateurs potentiels et des partenaires de mise en œuvre dans le pays. L'équipe de la PARM a pris une position proactive dans l'élaboration de la stratégie de financement du projet afin de vérifier l'intérêt et engagements de partenariat de la part de partenaires potentiels de développement et de mise en œuvre au Burkina

Faso. Le Secrétariat du PARM a été en discussion avec divers donateurs et partenaires de mise en œuvre potentiels, avant, pendant et après la conception du projet PGRAM.

Les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) et les opérateurs du secteur privé consultés par la PARM ont exprimé un intérêt de principe à participer et à envisager allouer des fonds à des composantes/activités spécifiques au projet PGRAM.

Au total, la PARM a rencontré et consulté une vingtaine d'institutions au Burkina Faso pour collecter des informations, des données et des expériences en vue d'éclairer l'élaboration du rapport de conception du projet et explorer les possibilités techniques et financières, des partenariats/synergies avec la communauté des donateurs, le secteur privé et les partenaires de mise en œuvre.

# Section 2

## Projet de Gestion des Risques Agricoles pour la résilience aux Aléas du climat et de Marché (PGRAAM)

### Résumé Exécutif

Septembre 2022

#### Projet élaboré par :

Plateforme pour la Gestion des Risques Agricoles (PARM)  
Mécanisme d'envoi des Fonds (FFR/IFAD)

#### En collaboration avec :

Ministère de l'Agriculture et des Ressources Halieutiques (MARA)

A l'issue des analyses et des évidences sorties de l'étude d'évaluation des risques agricoles (EER), le gouvernement burkinabé (GOBF) a donné à la PARM des orientations déclinant les priorités du gouvernement dans le choix des instruments de gestion de risques devant faire l'objet d'un programme d'investissement en gestion des risques agricoles. Par la suite, PARM, dans un dialogue constant, inclusive et participative avec le GOBF, et avec une large consultation des experts internes et externes, a élaboré le projet de Gestion des Risques Agricoles pour la Résilience aux Aléas du Climat et du Marche (PGRAAM) au Burkina Faso.

Le PGRAAM vise à renforcer la résilience des agriculteurs et des éleveurs face aux risques agricoles. Il permettra de doter le groupe cible de compétences variées en vue de les aider à évaluer, hiérarchiser et gérer les risques, grâce à une approche holistique. Au regard du nombre de ménages potentiellement bénéficiaires des appuis du projet et de l'importance des risques agricoles dans les difficultés du secteur, le PGRAAM est une intervention stratégique pour le Burkina Faso, notamment dans le contexte actuel de la crise alimentaire mondiale. L'intégration de la gestion des risques agricole (GRA) est essentielle pour améliorer la résilience, la stabilité, la diversité, assurer une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle, augmenter la productivité et les revenus de tous les groupes d'agriculteurs et d'éleveurs.

Compte tenu de l'importance économique du secteur rural pour le Burkina Faso, ces évolutions contribueront aux objectifs nationaux définis dans les documents de politiques et autres stratégies sectorielles. L'étude d'évaluation des risques (EER) réalisée par la PARM en 2021, a fourni des estimations de l'impact économique des principaux risques pour le secteur et une hiérarchisation des risques au niveau national. Cela a révélé trois risques hautement prioritaires : (i) l'insécurité civile ; (ii) les risques liés au climat ; et (iii) les risques liés à la volatilité des prix. Ces risques contribuent à limiter les investissements publics et privés dans le secteur rural. Au niveau institutionnel, l'EER a également mis en exergue le besoin de renforcement des capacités du MARAH pour apporter des réponses globales et efficaces (approche holistique) en vue de doter les acteurs du secteur, de connaissances et d'outils pour garantir les agriculteurs et les éleveurs de technologies adaptées pour stabiliser et diversifier la production et la commercialisation. En tenant compte des résultats quantitatifs de l'EER et de l'analyse de ces derniers par le gouvernement, trois domaines prioritaires ont émergé pour la GRA. Il s'agit (i) du renforcement des capacités du MARAH à coordonner sur le territoire national à la fois la gestion globale des risques agricoles et la réflexion à long terme sur les risques, leur gestion et leur intégration, (ii) du développement de produits d'assurance (cultures et bétail) pour gérer les risques liés au climat, et (iii) du développement d'instruments pour gérer les risques liés au marché, en particulier la volatilité des prix.

Le projet est étroitement aligné d'une part avec les cadres politiques nationaux et sectoriels du pays, notamment, le Plan national de développement économique et social et la Politique sectorielle Production agro-sylvo-pastorale, et d'autre part sur les principes clés de la GRA, en particulier : (i) la nécessité d'une approche intégrée, holistique, durable et inclusive de la gestion des risques agricoles; (ii) intégration de la GRA dans les politiques et programmes du secteur agricole à tous les niveaux ; (iii) l'utilisation de stratégies et d'outils GRA adaptés aux conditions locales;

(iv) l'intégration des principes GRA dans les projets et programmes en cours ; et (v) la production d'une base de connaissances en vue d'inspirer l'élaboration/amélioration des politiques et stratégies publiques.

Sur le plan des objectifs spécifiques, le projet vise à (i) doter le gouvernement d'une capacité de gestion globale des risques agricoles par la mise en place d'une unité stratégique de gestion des risques agricoles (USGRA) qui sera responsable : (a) de la coordination nationale de la gestion des risques agricoles notamment par la création de pôles innovants de gestion intégrée des risques agricoles (PIGIRA) et (b) de la réflexion à long terme sur les risques et leur gestion, (ii) doter les PIGIRA et les ménages ruraux d'instruments de gestion des risques agricoles ciblés pour contrer les risques liés aux aléas du climat ; (iii) doter les PIGIRA et les ménages ruraux d'instruments de gestion des risques agricoles ciblés pour contrer les risques liés au marché ; (iv) renforcer les capacités institutionnelles et les cadres juridique et réglementaire favorables à la GRA. Le projet est structuré pour une durée de cinq ans et est organisé autour de trois composantes qui sont comme suit : (i) Composante 1 : Gestion Intégrée des risques du secteur agricole ; (ii) Composante 2 : Intégration des outils de gestion des risques climatiques dans la stratégie globale de gestion intégrée des risques ; (iii) Composante 3 : Gestion du risque de prix comme pierre angulaire de la politique intégrée de gestion des risques ; (iv) Composante 4 : Coordination du projet.

La mise en œuvre d'une approche holistique de gestion des risques agricoles contribuera à créer un cadre propice à l'investissement public et privé (agriculteurs, éleveurs, secteur privé) et aura pour bénéfice l'amélioration de la production, la diversification des systèmes de production, la protection des emplois ruraux, l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et une réduction des pressions sur les ressources naturelles. En effet, la mise en place d'une stratégie de réduction de l'incertitude créera un environnement plus prévisible pour l'investissement et la transformation rurale durable, tout en renforçant la résilience des systèmes de production et de commercialisation, la résilience des ménages et des personnes y compris pour les femmes et les jeunes.

## 2.1 Contexte

Le Burkina Faso est un pays sahélien situé dans la zone tropicale semi-aride et enclavée. Il couvre 274 000 km<sup>2</sup> avec une population en 2019 de 20 505 155 habitants, avec une croissance de 2,94 % par an selon le 5<sup>ème</sup> Recensement général de la population et de l'habitation. La population est très jeune. Au sein de la population totale, les enfants de moins de 15 ans représentent 45,3 % et les jeunes de 15-34 ans, 32,6 %. La population résidente est composée de 10 604 308 femmes, soit 51,7 %, et de 9 900 847 d'hommes, soit 48,3 %. Au Burkina Faso, le taux d'urbanisation s'élève à 26,1 % en 2019. Environ 74% de la population vit dans des zones rurales où leurs moyens de subsistance proviennent principalement des activités agricoles, d'élevage et forestières. Cependant, le secteur agricole ne représentait que 18 % du PIB en 2020, contre 24% en 2012. (Indices du développement dans le monde – IDM 2022). Compte tenu de l'étendue des systèmes de production, la pression se fait sentir dans un environnement fragile, de plus en plus perturbé par le changement climatique et la dégradation des ressources naturelles. Les effets du changement climatique augmentent la vulnérabilité de la majorité des Burkinabè dans un environnement de plus en plus hostile aux activités agricoles.

Le secteur rural est confronté à des contraintes systémiques fortes, notamment le manque d'accès aux services financiers, l'état des infrastructures, la faible capacité des acteurs et de leurs organisations, ainsi que le faible financement public et le manque de coordination et d'harmonisation des interventions multiples. Une autre contrainte est l'exclusion et la marginalisation des femmes et des jeunes vis-à-vis des structures de gestion des ressources et des processus décisionnels. Depuis 2020, l'insécurité que traverse le pays est devenue une contrainte majeure au développement du secteur. Elle limite l'accès aux zones de production contrôlées par les groupes armés et provoque un exode des populations rurales vers des zones considérées sécurisées et plus calmes. Aujourd'hui l'insécurité est l'une des principales causes de dégradation des moyens de subsistance en milieu rural. En outre, l'extraction artisanale de l'or, une source importante de revenus dans les zones rurales, est également réduite dans le nord et l'est du pays, ce qui favorise une augmentation de l'exode rural vers les zones urbaines et les pays voisins. Les conditions économiques dégradées ont en outre réduit les envois de fonds des migrants à l'intérieur du pays, bien que ces flux devraient reprendre avec la reprise économique. Le changement climatique aggrave la dégradation des sols et des terres cultivées, et les parcelles des femmes ont tendance à être les plus affectées car ces dernières cultivent souvent une parcelle personnelle, de moins bonne qualité (qualité de la terre, accès à l'eau, etc.) et elles ne bénéficient pas des équipements et intrants nécessaires. Pour ces raisons structurelles et conjoncturelles, la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire restent très élevées au Burkina Faso. En 2018, environ 41 % de la population vivait en dessous du seuil national de pauvreté ; la pauvreté étant beaucoup plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Plus de 90 % des pauvres vivent en zone rurale, et 60 % de la population pauvre se trouve dans cinq régions, dont la région de l'Est, qui concentre à elle seule 11 % des pauvres (EHCVM, 2018). L'écart de pauvreté est estimé à 9.5 % et 25.9 % respectivement par rapport aux indices de référence de 1.90 USD/jour et de 3.20 USD/jour.

## 2.2 Approche

La PARM promeut une approche holistique et intégrée en matière de gestion des risques agricoles qui offre un potentiel de reproduction à grande échelle. La stratégie de la PARM se base sur une approche à plusieurs volets impliquant une composante essentielle de développement des capacités, complétée par des initiatives visant à couvrir un ensemble de risques agricoles déjà identifiés dans l'EER. Cette approche et les outils qui l'accompagnent visent à renforcer la résilience des systèmes de production et la résilience des ménages ruraux face aux risques croissants et divers.

Les effets attendus de l'approche de la PARM sont: (i) l'augmentation de la productivité (amélioration des rendements et la réduction des pertes post-récolte); (ii) la couverture des risques associés aux aléas climatiques et à la volatilité des prix à travers la mise en place de mécanismes innovants d'assurance agricole, de crédit-stockage modernisé ou de fonds de lissage; (iii) la promotion de l'agriculture contractuelle comme : (i) stratégie de transfert des risques de commercialisation à l'aval commercial et/ou industriel et (ii) une stratégie de diversification des canaux de distribution des produits d'assurance; et (iv) le développement de compétences nationales. L'approche PARM contribuera à plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD) liés aux programmes qui travaillent sur le changement climatique, l'insécurité alimentaire, le genre et la pauvreté.

En effet, en améliorant la stabilité des systèmes agricoles, en assurant la réduction des pertes post récolte et en maîtrisant la volatilité des prix et donc des revenus, l'approche PARM contribue à un développement économique durable et à la réduction de la pauvreté. En s'appuyant sur ses réalisations et ses partenariats envisagés, la PARM demeure un partenaire stratégique pour le Gouvernement du Burkina Faso pour assurer l'intégration des outils de la gestion des risques agricoles dans le renforcement de la résilience du secteur agricole et des ménages ruraux. Le partenariat avec le MARAH vise à créer un pool de compétences capables d'effectuer les opérations suivantes: (i) soutien consultatif - information, formation, sensibilisation, intermédiation et diffusion des techniques de GRA adaptées au contexte des agriculteurs et des pasteurs; (ii) facilitation de l'engagement entre les utilisateurs et les fournisseurs de produits ou de services en mettant les agriculteurs en contact avec les opérateurs du marché et/ou

les prestataires de services; et (iii) identification et diffusion des approches novatrices de GRA adaptées et accessibles aux petits producteurs.

Outre le Ministère en Charge de l'Agriculture et des Ressources animales, le projet travaillera en partenariat avec d'autres Ministères et Institutions gouvernementales impliqués tels les Ministères en charge de la Jeunesse et de l'Emploi, du Genre, de l'Environnement, de l'Hydraulique et des Finances.

## 2.3 Objectif global

L'objectif global du projet vise à renforcer la résilience des bénéficiaires face aux risques liés au climat et au marché grâce à une approche holistique de GRA. Cet objectif global reflète l'approche holistique et intégrée de la PARM et est cohérent avec les deux premiers axes du Plan Stratégique National D'investissement Agro-Sylvo-Pastoral (PNIASP) en cours d'élaboration qui visent la productivité, la compétitivité et la résilience du secteur.

## 2.4 Objectifs spécifiques

De manière spécifique, ce projet permettra de (i) doter le gouvernement d'une capacité de gestion globale des risques agricoles par la mise en place d'une unité stratégique de gestion des risques agricoles (USGRA) responsable; (a) de la coordination nationale de la gestion des risques agricoles (y compris ceux liés au climat et au marché) et (b) de la réflexion à long terme sur les risques et de leur gestion; (ii) renforcer les capacités de gestion des risques agricoles des communautés et des ménages ruraux par la dotation d'instruments pour contrer les risques agricoles priorités (marchés, climatiques, etc.) ; et (iii) renforcer les capacités institutionnelles et les cadres juridique et réglementaire favorables à la GRA.

## 2.5 Composantes et sous-composantes du Projet

### **Composante 1 : Gestion intégrée des risques du secteur**

Cette composante vise à organiser une meilleure intégration des outils et projets de gestion des différents risques afin d'offrir aux producteurs une protection globale capable d'entraîner des investissements agricoles et agro-industriels. Cette intégration s'appuiera sur une unité pérenne, baptisée « Unité Stratégique de Gestion des Risques Agricoles (USGRA) » – et sur la conception d'une stratégie nationale d'innovation et d'intégration des différentes actions d'atténuation des risques sur le territoire national pour plus de cohérence et d'efficacité de ces actions.

#### **Sous-composante 1.1 Mise en place d'un cadre institutionnel pour la gestion intégrée des risques agricoles : l'USGRA**

Cette sous composante soutiendra la mise en place d'un cadre institutionnel propice à la coordination sous la forme d'une unité stratégique de gestion des risques agricoles (USGRA). L'USGRA sera établie au MARAH et sa composition sera élargie pour inclure les différents ministères, agences d'exécution affiliées au gouvernement, PTF, opérateurs du secteur privé soutenant la GRA, universitaires et enseignants, et centres internationaux de recherche. Le montage institutionnel de l'USGRA se fera dans l'objectif de coordonner sur le territoire national, toutes les activités de GRA afin d'éviter le morcellement des outils de GRA, le morcellement des projets de GRA, et elle favorisera l'émergence de nouveaux instruments adaptés et performants.

#### **Sous-composante 1.2 Coordination de la mise en œuvre de la GRA**

Elle vise : (i) la création d'une cellule/capacité au sein de l'USGRA pour une gestion intégrée des risques agricoles ; (ii) l'observation de la dynamique des risques, l'évaluation et le suivi des principaux outils de gestion des risques ; (iii) un appui à l'amélioration du cadre institutionnel de la gestion des risques agricoles ; (iv) le suivi des relations avec les PTF ; et (v) le développement de PIGIRA (zones à fort potentiel de développement innovants de gestion intégrée des risques agricoles).

### **Composante 2 : Intégration des outils de gestion des risques climatiques dans la stratégie globale de gestion intégrée des risques**

Cette composante vise à gérer les risques de production liés au climat dans les sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage au Burkina Faso, par l'amélioration et le renforcement des produits d'assurance agricoles existants,



le développement de nouveaux produits d'assurance agricole et le renforcement des capacités des acteurs mettant en œuvre et/ ou utilisant ces instruments de gestion des risques Agricoles.

Elle vise aussi à améliorer et étendre les produits d'assurance récolte, progresser dans l'assurance des productions animales, et renforcer les capacités d'acteurs mettant en œuvre et/ ou utilisant ces instruments de gestion des risques agricoles.

### **Sous-composante 2.1** Intégration de produits d'assurance récolte améliorée dans la stratégie nationale de gestion intégrée des risques agricoles

L'objectif ultime de cette sous-composante est l'amélioration des produits d'assurance existants pour les développer et les intégrer à la stratégie globale de protection des producteurs, notamment dans les pôles innovants de gestion intégrée des risques.

### **Sous-composante 2.2** Prospection sur de possibles assurances des productions animales

La sous-composante 2.2 vise à couvrir les besoins de gestion des risques agricoles associés au secteur élevage.

### **Sous-composante 2.3** Développement des capacités des acteurs de l'assurance agricole récolte et bétail

Cette sous composante permettra la professionnalisation des acteurs du secteur de l'assurance agricole. Les formations et les sensibilisations des bénéficiaires seront réalisées par le personnel du Ministère en charge de l'Agriculture et de l'Elevage dans la zone du Projet. La mise en œuvre de ces activités se fera suivant quatre (04) étapes à savoir : (i) l'identification des bénéficiaires dans la Zone du projet par les chefs de zone et chefs d'Unités ; (ii) la planification des formations par l'équipe de l'Unité de Coordination du Projet (UCP) ; (iii) la formation/le recyclage des formateurs par l'équipe de l'UCP avec l'appui de consultants spécialisés ; et (iv) l'organisation et l'animation des séances de formation par les formateurs avec l'appui des directions provinciales et régionales de l'Agriculture et de l'Elevage et l'équipe de l'UCP.

## **Composante 3 : Gestion du risque de prix comme pierre angulaire de la politique intégrée de gestion du risque**

La composante 3 vise à développer les outils de gestion du risque de marché, notamment les entrepôts de crédit-stockage ou de tierce détention comme la pierre angulaire de la gestion des risques en général, à travers les combinaisons d'outils proposées. Elle soutiendra : (i) le développement et la digitalisation du crédit-stockage (communautaire et tierce détention) pour gérer la volatilité de prix en combinaison avec l'assurance récolte ; (ii) l'analyse et le développement des instruments tels que l'agriculture contractuelle en association avec l'assurance récolte et le fonds de lissage ; et (iii) le renforcement des capacités des organes de régulation et de suivi.

### **Sous-composante 3.1** Développement du crédit-stockage et du système de récépissés d'entrepôts au cœur de la stratégie d'intégration des outils de gestion des risques

Cette sous-composante vise d'une part, la stabilisation des prix, la facilitation de l'accès au crédit pour la réalisation d'activités génératrices de revenus et, d'autre part, la possibilité de stocker dans de bonnes conditions les récoltes, contribuant ainsi à une meilleure conservation et à une meilleure gestion des ressources alimentaires et monétaires dans les familles par l'amélioration des prix aux producteurs. Elle vise aussi à proposer une forme de crédit-stockage intégrateur de la gestion des risques et combiné à d'autres outils, notamment l'assurance.

### **Sous-composante 3.2** Evaluation et développement d'instruments de gestion des risques de prix au niveau des chaînes de valeur

Cette sous-composante vise à minimiser les variations et la forte volatilité des prix des produits agricoles d'une année à l'autre, et ainsi sécuriser les revenus des producteurs.

### **Sous Composante 3.3** Renforcement des capacités institutionnelles et juridiques des organes de régulation et de suivi

Cette sous-composante vise la professionnalisation des organes de régulation et de suivi par des activités de renforcement des capacités.

## **Composante 4 : Coordination du Projet (UCP)**

Cette composante fournira les ressources nécessaires pour assurer une gestion adéquate du projet, spécialement la coordination générale de ses activités, la gestion financière et la fourniture de biens et services, ainsi que la communication.

## **2.6 Bénéfices attendus**

### **2.6.1 Bénéfices au niveau national**

La forte exposition du Burkina Faso aux risques agricoles implique des avantages substantiels d'une meilleure gestion des risques. L'atténuation des chocs (induits par les conditions météorologiques, les fluctuations des prix, les pertes post récoltes etc.) permettra d'encourager les agriculteurs à investir dans la diversification, la stabilisation, la commercialisation et d'autres mesures de gestion des risques en vue de protéger les emplois ruraux et préserver la sécurité alimentaire des ménages.

La diversification des systèmes de production et de commercialisation, favorisera le renforcement de la résilience des ménages face aux multiples risques agricoles. Bien que des expériences isolées de gestion des risques agricoles soient en cours d'expérimentation au Burkina Faso, les avantages escomptés de la mise en œuvre du projet seront renforcés grâce à l'approche intégrée de gestion des risques agricoles qu'envisage le projet. En effet, l'approche holistique permettra d'améliorer la diversification, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'équité de genre, la réduction des pertes post récolte et l'augmentation des revenus ruraux pour tous les groupes d'agriculteurs/éleveurs.

Ces avantages au niveau micro contribueront aux objectifs nationaux au niveau macro traduits dans les différents documents de politiques nationales. L'application des outils de la GRA au niveau des ménages aidera à éviter ou à atténuer les pertes dues à des événements tels que les conditions météorologiques défavorables et les fluctuations du marché. Elle se concentrera sur la préparation et la gestion de tels événements plutôt que sur la réponse aux catastrophes, les mécanismes d'adaptation et les secours d'urgence. La mise en œuvre d'une approche intégrée de la gestion des risques agricoles permettra enfin une meilleure association des financements publics et privés et notamment via les banques commerciales et les IMF, l'aval commercial et industriel au niveau des filières. En particulier, la démarche envisagée permettra d'expérimenter l'approche PPP comme outil de gestion des risques agricoles.

### **2.6.2 Bénéfices spécifiques associés aux outils à promouvoir**

L'intégration de la Gestion des Risques Agricoles selon l'approche PARM vise à anticiper et atténuer les risques de différentes natures, à la différence des approches classiques de réparation et d'adaptation. Les bénéfices attendus des mécanismes spécifiques envisagés dans le cadre de ce projet sont :

- L'unité de réflexion stratégique permettra d'apporter une vision à long terme de la protection globale des agriculteurs contre les différents risques à la place des approches classiques qui visent à apporter des réponses spécifiques à chaque risque et n'offrent donc pas une protection globale aux ménages.
- La modernisation et l'extension du crédit-stockage permettra d'une part, l'accès au crédit au profit d'une plus large population pour la réalisation d'activités génératrices de revenus et la couverture des besoins sociaux et, d'autre part, le stockage dans de bonnes conditions des récoltes, contribuant ainsi à une meilleure conservation conduisant à une réduction des pertes post-récolte, et à une meilleure gestion des ressources alimentaires et monétaires dans les familles par l'amélioration des prix de vente pour les producteurs.
- La compréhension des conditions de bon fonctionnement du fonds de lissage des prix et étude de son applicabilité à d'autres spéculations permettra de minimiser les variations et la forte volatilité des prix des produits agricoles ciblés d'une année à l'autre, et ainsi sécuriser les revenus d'un plus grand nombre de producteurs.
- La mise à l'échelle de l'agriculture contractuelle permettra de partager les risques entre les entreprises de transformation et commercialisation et les OP.

- La meilleure coordination, l'amélioration et l'extension de l'assurance agricole permettront de couvrir les risques de production et d'accès au crédit.
- La veille sur les risques agricoles permettra de disposer de données pour comprendre les risques agricoles et la performance des outils mis en place pour anticiper et gérer les risques agricoles.

## 2.7 Zones d'intervention

Le PGRAAM couvrirait au départ 9 villages situés dans 7 communes de 3 régions.

Régions	Provinces	Communes	Villages
Sud-Ouest	Ioba	Dissin	Dissin
Hauts-Bassins	Tuy	Founzan	Founzan
		Houndé	Bouere
		Koumbia	Goumbeledougou, Lopohin
Boucle du Mouhoun	Mouhoun	Safané	Biforo
		Bondoukuy	Bladi; Tankuy
		Dédougou	Magnimasso

## 2.8 Bénéficiaires et groupes cibles

Le nombre de bénéficiaires prévus du PGRAAM est de **130 000 ménages**, soit environ **650 000 personnes**, dont **40 % de femmes**.

Le projet cible tous les acteurs exposés aux risques notamment les producteurs (y compris les femmes, les jeunes et autres groupes vulnérables) et les autres acteurs des chaînes de valeur : exportateurs, transformateurs, groupements de professionnels, organisations professionnelles par filière, les prestataires de services du secteur agro-alimentaire. Les interventions seront ciblées selon la typologie des différents acteurs des chaînes de valeurs. Ceci permettra de les classer et d'adresser à chaque classe la mesure qui lui sera la plus adaptée.

Les structures de mise en œuvre et de facilitation bénéficieront également des appuis du projet. Il s'agit des services des ministères impliqués dans la gestion des risques agricoles, les acteurs du secteur privé tels que les compagnies d'assurance, les institutions bancaires et de microfinance, la recherche, les sociétés d'entreposage, les transformateurs, les organisations de producteurs, les fonds de lissage, etc. Le projet soutiendra également les décideurs politiques en tant qu'acteurs clés pour créer un environnement politique et institutionnel favorable à une meilleure GRA, y compris des dispositions réglementaires, et pour améliorer la capacité de développement des politiques de GRA fondées sur des évidences scientifiques avec une démarche inclusive.

## 2.9 Budget et durée

Les coûts totaux pour la période allant de 2023 à 2028, basés sur un programme d'investissement, sont estimés à USD **48,53 millions**. Les coûts de base sont de USD 44,84 millions auxquels s'ajoutent 2 % d'imprévus physiques, soit USD 0,27 millions et 7 % d'imprévus financiers, soit USD 2,96 millions. Les taxes y sont incluses, pour un montant total de USD 1,7 millions soit 3,5 % du coût total. Enfin, les investissements représentent 94 % des coûts totaux soit USD 45,53,6 millions et les coûts récurrents 5 %, soit USD 2,6 millions.

## 2.10 Gestion du projet

Une UCP logée au sein du MARAH sera responsable de la mise en œuvre du projet, à travers sa structure et les prestataires de services qu'elle recrutera. Elle assurera : (i) la programmation des activités suivant les orientations et les stratégies décrites dans le manuel d'exécution du projet : plan d'exécution au démarrage du projet, plan de travail et de budget annuel par composante ; (ii) le suivi-évaluation des activités du projet : situation de référence, préparation du plan de suivi, suivi de la gestion, suivi des résultats et des effets et auto-évaluation du programme d'activités de l'année écoulée, désagrégation des données par sexe et âge ; (iii) la gestion administrative et fiduciaire : tenue de la comptabilité, préparation et suivi de l'exécution des marchés, préparation des demandes et mobilisation des fonds, suivi des comptes du projet ; et (iv) la gestion du personnel et des contrats.

# Section 3

## Renforcement des capacités et partage des connaissances

### Sensibilisation et renforcement des capacités en gestion des risques agricoles

#### 3.1 Contexte

L'agriculture est une entreprise risquée. Les conditions météorologiques extrêmes et les changements climatiques sont susceptibles d'affecter négativement la performance des activités de production agricole, de pêche et d'élevage. Les prix élevés des denrées alimentaires et les incertitudes du marché mondial constituent une menace majeure pour la sécurité alimentaire, en particulier pour les pauvres. Les intérêts mondiaux, régionaux et nationaux conduisent à développer des outils durables pour gérer les risques dans le secteur agricole au-delà d'une intervention humanitaire aux catastrophes et à mettre en œuvre un système de gestion des risques agricoles (GRA) pour les agriculteurs, le secteur privé et le gouvernement.

L'approche de la PARM est une approche holistique destinée à intégrer de nouveaux outils, réfléchir sur les pratiques agricoles et à la prestation de services pour faire face aux risques d'une manière proactive et en vue d'une opportunité (économique) visant à améliorer les revenus dérivés des activités agricoles. Elle vise en particulier les agriculteurs, pour qui leur activité est souvent leur seul moyen de subsistance.

Par ailleurs, la gestion des risques exige des connaissances et des compétences pour évaluer les risques et pour mettre en œuvre des outils appropriés avec succès. Le développement (ou renforcement) des capacités au niveau national entre les acteurs concernés est essentiel pour planifier des stratégies et des solutions et les intégrer dans l'agenda politique national.

En suivant la stratégie de renforcement des capacités (RC) de la PARM, les activités de RC sont articulées sur trois niveaux : RC1 – Atelier de sensibilisation à l'importance de la GRA ; RC2 – Atelier de Formation de Formateurs en GRA ; RC3 – Processus d'institutionnalisation (INST) des connaissances en GRA dans le curricula des universités et les pratiques du secteur privé (organisations de producteurs, institutions de microfinance, etc.).

Pour les deux premiers ateliers de RC (RC1 et RC2), la PARM a développé son propre matériel de formation (4 modules) qui sont partagés avec les participants lors des ateliers ainsi que les présentations faites par des experts invités aux ateliers. Ce matériel pourra être utilisé par les parties prenantes concernées afin de transférer les connaissances à des autres bénéficiaires et faciliter l'utilisation pratique des concepts de GRA.

En particulier, le Burkina Faso a bénéficié de toutes les activités de renforcement des capacités développées par PARM :

- Atelier de renforcement des capacités en gestion des risques agricoles (RC1) ;
- Atelier de formation de formateurs en GRA (RC2) ;
- Présentation des outils de GRA identifiés à travers l'étude d'évaluation des risques de la PARM (RC2) ;
- Mise à disposition du matériel de formation sur le renforcement des capacités élaboré par la PARM ;
- Accompagnement des participants au RC2 pour l'élaboration de leur propre plan d'action et budget pour l'INST de la GRA (RC3).

Outre les ateliers de renforcement des capacités, la PARM organise également des activités de partage des connaissances et d'apprentissage en GRA au profit de différents acteurs clés du secteur agricole au niveau pays,

non seulement pour les sensibiliser et renforcer leurs connaissances générales sur la GRA, mais aussi pour les impliquer dans son processus qui se veut inclusif et participatif.

Au Burkina Faso, la PARM a organisé deux ateliers de partage des connaissances et d'apprentissage en GRA accompagnés des ateliers de validation des résultats des études et des projets développés par la PARM.

## 3.2 Activités de renforcement des capacités en GRA – PARM

### Horizon 2

#### 3.2.1 Atelier d'engagement en GRA (RC1)

L'atelier RC1 a eu lieu le 21 avril 2022 à Ouagadougou. Il visait à susciter l'engagement des structures de formation (universités, centres de formation, instituts secondaires d'enseignement professionnel, etc.) à intégrer la gestion des risques agricoles dans leur curricula de formation ainsi que d'encourager les Organisations de Producteurs (OPs) à intégrer la GRA dans leurs pratiques pour après la transférer à leurs membres. L'atelier visait aussi à faire rencontrer les PTFs et les OPs pour comprendre comment organiser la formation en GRA en tant qu'outil - entre autres - de réduction des risques d'investissement.

L'atelier a vu la participation de 41 personnes ; un débat animé et formatif a eu lieu entre les structures de formation et les organisations de producteurs d'un côté et les financiers de l'autre côté (Proparco et Yelen Assurance).

Le MARAH a pris une part active à la mission et la DGESS (Director for Studies and Sector Statistics) a participé à l'atelier. Ce qui confirme l'importance des activités de la PARM dans le pays. Les participants ont apprécié l'atelier comme en témoignent leurs retours (98% des participants ont qualifié l'atelier de « très bien »). Pour démontrer le haut niveau des participants qui ont fréquenté le RC1, il est à noter que Monsieur Denis Ouedraogo, à l'époque responsable d'une école professionnelle, est devenu plus tard Ministre de l'Agriculture.

Afin d'impliquer le secteur privé dans les démarches de la PARM, Proparco, filiale du groupe AFD dédiée au secteur privé, a été invitée à discuter de la manière de réduire les risques d'investissement à travers le développement des capacités et la gestion des risques.

Pour faciliter l'appropriation des activités de RC par les organisations Burkinabés, l'Université Thomas Sankara et la Confédération Paysanne du Burkina ont assuré en collaboration avec la PARM, la modération de l'atelier. La coopération néerlandaise et suisse ont aussi participé, ce qui démontre l'importance et l'intérêt des parties prenantes dans la GRA.

#### 3.2.2 Formation des Formateurs (RC2)

La Formation des Formateurs a eu lieu du 16 au 20 mai 2022 à Ouagadougou avec la participation de 50 personnes, dont 24 femmes, notamment 4 associations de femmes rurales ont participé à l'atelier.

La formation des formateurs a été organisée selon la structure suivante :

- Formation - Connaissances théoriques présentées par les formateurs PARM et basées sur les 4 Modules de RC développés par la PARM.
- Pratique - Activités de groupe pour mettre en œuvre les connaissances théoriques acquises au cours de la formation et pour évaluer si les participants ont compris les connaissances théoriques.
- Experts - Des experts locaux et internationaux ont été invités pour fournir des exemples et contextualiser les connaissances théoriques à l'expérience sénégalaise en GRA.

Les 4 modules développés par la PARM sont :

Module 1 : Gestion des risques agricoles  
Module 2 : Evaluation et priorisation des risques agricoles  
Module 3 : Présentation des outils de gestion des risques  
Module 4 : Mise en place des outils de GRA et stratégies de GRA

La formation a été aussi centrée sur les résultats de l'étude d'évaluation des risques agricoles réalisée par la PARM. L'EER avait identifié trois risques majeurs : le risque sécuritaire, le risque de volatilité des prix, le risque climatique. Par rapport à ces risques majeurs, une assurance indicielle (risque climatique), un système de warrantage (risque de volatilité des prix) et le développement des capacités ont été proposés comme outils de gestion des risques. Ces outils ont été identifiés en étroite collaboration avec le gouvernement et les partenaires techniques et financiers (PTFs).

Des experts ont été invités pour discuter des outils de gestion des risques agricoles, notamment :

- La Confédération Paysanne du Faso
- FIDA Burkina Faso
- SONAGESS (Société Nationale de Gestion des Stocks de Sécurité Alimentaire)
- Project Agro-Ecologie/MARAH (PAE) de l'AFD/EU
- Yelen Assurance
- REPAFER (Réseau pour l'Autonomisation des Femmes Entrepreneures Rurales)
- CILSS Expert de la question genre

#### Impact de la Formation de Formateurs

- Le MARAH a pris contact avec le représentant du FIDA au Burkina Faso afin d'aligner le PGRAAM aux projets AICRM (Africa Integrated Climate Risk Management) et IGREENFI (Inclusive Green Financing Initiative) du FIDA.
- AICS Italie a rencontré en bilatéral la PARM (au cours du RC1 et du RC2) et grâce à ces rencontres, elle a décidé de promouvoir les activités de la PARM aussi au Ghana (pays qui relève de AICS Burkina Faso).
- Le REPAFER a appris que la SONAGESS peut acheter les céréales du REPAFER ; et ce dernier a remarqué que ça pourra encourager ses membres femmes à produire du riz qui est actuellement importé de la Chine.
- Le REPAFER peut bénéficier des services techniques de la Confédération Paysanne du Faso pour apprendre à mettre en place un système de warrantage.
- L'Association des institutions de microfinance a élaboré un plan d'action pour intégrer la GRA dans leurs formations pour leur personnel et leur clientèle afin de réduire les risques d'investissements à travers la GRA.

## 3.3 Activités de partage des connaissances et d'apprentissage en GRA

### 3.3.1 Atelier de partage des connaissances et d'apprentissage sur la GRA

Du 14 au 15 juillet 2021, la PARM a organisé le premier cycle d'atelier de partage des connaissances et d'apprentissage sur la GRA à l'hôtel Laïco à Ouagadougou avec une soixantaine des participants catégorisés comme suit :

- Représentants des ministères et du secteur public concernés par la GRA en général ;
- Représentants de partenaires au développement, d'organisations internationales et d'ONG ;
- Agents de vulgarisation, professionnels des programmes de coopération au développement ;
- Acteurs provenant du monde universitaire (enseignants, chercheurs, etc.) ;
- Société civile, dont les organisations paysannes ;
- Membres du Comité national sur la GRA, chargé du suivi du processus PARM au Burkina Faso.

Ce premier atelier de partage des connaissances avait pour objectifs de :

- renforcer les connaissances générales des partenaires nationaux sur les risques agricoles et la gestion des risques ;
- restituer les résultats préliminaires de l'EER et prioriser les risques agricoles avec les partenaires nationaux ;
- discuter des outils et stratégies en cours et nécessaires pour gérer les risques agricoles avec une approche holistique, au-delà d'une intervention humanitaire en cas de catastrophe ; et
- aider les participants à partager des informations entre eux, en se concentrant sur les expériences de la GRA dans le pays et sur leur rôle et contribution spécifiques.

La session a aussi permis aux organisations locales de présenter leurs initiatives ayant un trait direct avec les risques agricoles identifiés dans l'EER en vue d'alimenter les discussions sur la priorisation des risques et se familiariser avec les initiatives existantes. Au total, douze (12) initiatives liées à la sécheresse et à la volatilité des prix ont été sélectionnées en fonction de leur diversité, du type d'approche et du niveau d'innovation. Par thématique, les initiatives concernées étaient les suivantes :

**Table 1**

Nom de l'initiative	Organisation
Assurance agricole	YELEN ASSURANCE
	PRAA/DGPER
Agriculture intelligente face au climat	FIDA
	DGAHDI
Système d'alerte précoce	SAP
	LANIBIO
Agriculture contractuelle	Rizerie KOKUMA
	DGPER / PACTE
Warrantage	Dissin
	CISV
Système d'information sur les marchés	SONAGESS
	DGPA/SIM-Bétail

Ces deux jours de partage des connaissances et d'apprentissage ont été suivis, le 16 juillet 2021, par un **atelier de validation de l'EER** qui a réuni le comité technique de suivi du processus PARM mis en place par le MARAH ainsi que d'autres acteurs actifs dans le secteur agricole au pays.

L'atelier de validation de l'EER avait pour objectifs de :

- présenter les résultats préliminaires et la première version de l'étude d'évaluation des risques au comité technique et autres partenaires ;
- collecter les contributions des parties prenantes en vue de consolider les résultats préliminaires de l'EER ;
- assurer une appropriation approfondie de l'EER par les parties prenantes qui seront amenées à utiliser les résultats de l'étude ;
- procéder dans une approche inclusive, à la hiérarchisation et la priorisation des risques identifiés dans l'EER ;
- identifier les stratégies et outils de gestion de ces risques priorités.

A l'issue de cet atelier, l'étude d'évaluation des risques menée par la PARM a été validée et les 3 principaux risques priorités (risque sécuritaire, risque de volatilité des prix et risque climatique).

### 3.3.2 Atelier de co-vision et de co-crédation du projet de gestion risques agricoles – PGRAAM

En vue de construire de façon consensuelle et participative un projet d'investissement dans la GRA en tenant compte des priorités retenues conjointement par le Burkina Faso et la PARM, la Plateforme, en collaboration avec le MARAH, a organisé du 7 au 8 juin 2022, un atelier de co-vision et de co-crédation du Projet de Gestion des Risques Agricoles pour la résilience aux Aléas du climat et des Marchés (PGRAAM).

L'atelier avait réuni une cinquantaine d'acteurs provenant du comité technique interministériel, des partenaires au développement, du secteur privé, des organisations académiques, de la société civile et du secteur privé.

A travers cet atelier, la PARM visait plus spécifiquement à :

- informer les participants sur les grandes lignes du PGRAAM ;
- présenter aux participants les initiatives d'illustration des principales thématiques du PGRAAM au Burkina Faso ;
- collecter les contributions des participants à la formulation du PGRAAM ;
- échanger entre les participants sur les initiatives retenues pour la gestion des risques agricoles au Burkina Faso en vue de leur amélioration ;
- faire valider le PGRAAM par le gouvernement burkinabè ;
- définir les prochaines étapes du processus de la PARM au Burkina Faso.

Ces deux jours d'ateliers ont abouti à l'élaboration d'un aide-mémoire présentant les grandes lignes du projet PGRAAM ainsi que les prochaines étapes du processus de la PARM au Burkina Faso. Ce dernier a été signé et validé, le 10 juin 2022, par le Secrétaire Général du MARAH, M. Victor W. Bonogo.

# Section 4

## Institutionnalisation du renforcement des capacités en GRA

### 4.1 Contexte

Pour assurer un impact durable du RC fourni par la PARM, il est nécessaire d'institutionnaliser la GRA dans les curricula des universités et les pratiques du secteur privé (i.e. les centres de formation des organisations de producteurs, OP) afin de faciliter le transfert des connaissances en GRA et un changement de comportement.

Les petits exploitants agricoles des pays en développement sont confrontés à des problèmes socio-économiques étroitement liés qui nécessitent une approche holistique pour la GRA. L'approche holistique de la PARM permet de répondre à de multiples risques et d'impliquer tous les acteurs (à niveau de la ferme, au niveau de l'organisation de producteurs, au niveau institutionnel, ainsi que tout au long de la filière agricoles). L'INST de la GRA considère l'intégration d'une telle approche dans les programmes et les pratiques.

Les universitaires, les OPs, les institutions financières et les entités gouvernementales qui ont participé aux ateliers de renforcement des capacités de la PARM et ayant compris l'importance de la GRA, ont décidé de l'intégrer dans leurs curricula et pratiques. Au total, quinze (15) organisations ont élaboré leurs propres plans d'action et budgets, avec l'appui de la PARM pour institutionnaliser la GRA.

L'INST de la GRA est nécessaire car il existe une forte demande de formation en GRA au Burkina Faso.

Quelques exemples en témoignent :

- La demande de participation aux ateliers de la PARM était quatre fois plus importante que le budget de la Plateforme.
- La PARM ne s'attendait à recevoir que quelques plans d'action, cependant, après l'atelier de Formation des Formateurs (FdF), la PARM a reçu un total de 15 plans d'action.
- Plus de 7 000 personnes dans le monde ont accédé à la formation en ligne (e-learning) de la PARM (entre 2019 et 2022) disponible sur le site de la FAO.
- 4 organisations de femmes entrepreneuses rurales et l'association des institutions de microfinance ont demandé de participer à la FdF de PARM, témoignant de l'intérêt du secteur privé envers la GRA.

La PARM a donc proposé de réaliser un test pilote pour identifier les meilleures pratiques pour l'INST de la GRA. Un comité de sélection a été mis en place et au final 3 plans d'action ont été retenus parmi les 15 pour implémenter le test pilote au Burkina Faso. Les 3 organisations couvrent différents secteurs (université, organisations paysannes, institutions de microfinance, centre de formation) et zones géographiques (urbaines et rurales) ; cela facilitera l'inclusivité et la mise à échelle du processus d'INST.

Pour démontrer la compréhension de l'importance des outils de GRA par les participants à la formation de la PARM, ces derniers ont proposé de mettre en œuvre des outils de GRA pour aider les fermiers/ étudiants et autres bénéficiaires à comprendre comment les mettre en œuvre.

Un système de warrantage, un château d'eau et une ferme agroécologique ont été proposés par les 3 organisations sélectionnées pour le test pilote dans le but d'apprendre à utiliser ces outils de GRA. Une association de microfinance a proposé d'intégrer la GRA dans ses formations, ce qui démontre le rôle du RC en GRA pour réduire les risques d'investissement en agriculture. Il est important de remarquer que deux organisations ont présenté un plan d'action conjoint pour unir l'expertise d'un centre de formation avec celle d'une organisation de productrices et institutionnaliser la méthodologie ainsi que la pratique de GRA.

### 4.2 Processus d'institutionnalisation au Burkina Faso

#### Objectif du test pilote

L'objectif du test pilote est d'institutionnaliser la gestion des risques agricoles selon l'approche holistique de la PARM dans les curricula des universités et les pratiques du secteur privé (OP, IMF) pour un impact durable du



renforcement des capacités. Le test pilote au Burkina Faso aidera également à comprendre comment mettre à l'échelle le processus d'institutionnalisation.

#### Activités du test pilote

- a) Analyse de la demande de formation en GRA (master, certificat, cursus)
- b) Élaboration des curricula pour la formation en GRA et des programmes connexes
- c) Évaluation du test pilote ARM

#### Résultats attendus

1. Une maîtrise en GRA a été créée.
2. Deux cours en GRA ont été créés, un pour les centres de formations et OPs et un autre pour les IMFs.

#### Le comité de sélection

Un comité de sélection (CS) a été mis en place pour analyser les 15 plans d'action reçus après l'atelier de RC qui a eu lieu au Burkina Faso en avril 2022. Pour assurer la transparence du processus de sélection, une méthode, des critères et un système de notation ont été adoptés par le comité. Le CS est constitué de 3 membres pour assurer la diversité des expériences tout en garantissant l'agilité des décisions. Le CS est représenté par l'équipe technique de PARM (Carlos Arce, Tristan Le Cotty et Desirée Zwanck) et assisté par le spécialiste du RC de la PARM.

La méthode adoptée pour la sélection est une méthode fondée sur le mérite plutôt qu'une méthode basée sur le plus bas rapport prix/valeur. Ce dernier est plus adapté à l'évaluation de propositions portant sur des biens/services similaires. Le premier est plus apte à saisir les éléments d'évaluation qui sous-tendent les coûts des services (par exemple le réseau de partenaires de l'organisation).

Les critères retenus pour classer les plans d'action concernent la faisabilité technique, la faisabilité financière et la pertinence avec l'objectif d'institutionnalisation et plus largement avec l'objectif de la PARM de transfert de connaissances.

#### Prochaines étapes

Grâce au financement des donateurs de la PARM, il a jusqu'à présent été possible de soutenir l'INST pour :

1. Mettre en œuvre les ateliers de RC au cours desquels l'INST a été discutée et les éléments des plans d'action ont été définis ;
2. Recueillir et analyser les plans d'action et les budgets soumis par les participants aux ateliers de RC ;
3. Développer les critères de classement des plans d'action et mettre en place un comité de sélection.

Cependant, un financement supplémentaire est nécessaire pour la mise en œuvre de ce test pilote ainsi qu'un pour atteindre les universités du monde entier et identifier des possibilités d'échange avec les partenaires au Burkina Faso. Le test pilote se déroulera sur deux ans pour un budget total de 339,126 USD. Des fonds pour couvrir ce budget sont recherchés.

# Section 5

## Mobilisation des ressources et Partenariat

### 5.1 Contexte

Le processus de mobilisation des ressources a été entamé dès le début du processus de la PARM à travers la première visite de terrain de l'équipe PARM au Burkina Faso en novembre 2019 dont l'un des objectifs était de consulter et saisir les intérêts des différents donateurs afin de mieux coordonner cet exercice.

Après la validation en novembre 2022 du rapport final du projet PGRAAM par le Gouvernement, le processus de mobilisation de ressources s'est poursuivi à travers la distribution d'une fiche de projet à certains partenaires en vue d'explorer des synergies avec leurs activités au niveau du pays. De plus, le MARAH avec l'appui de la PARM avait adressé des lettres de requête de fonds aux différents bailleurs de fonds ayant participé à l'élaboration du projet PGRAAM.

Par la suite, la relance du processus de mobilisation des ressources pour le financement du PGRAAM a été transférée au Ministère de Finances et de l'Economie du Burkina Faso, qui a son tour va envoyer des lettres de suivi aux bailleurs de fonds contactés. Ainsi, les différents dialogues avec les partenaires se poursuivent à travers le Ministère de l'Economie et des Finances.

### 5.2 Listes des partenaires approchés par la PARM et le MARAH

Ci-dessous la liste non exhaustive des partenaires approchés par la PARM et le MARAH pour solliciter le financement ainsi que des synergies pour la mise en œuvre des activités du PGRAAM :

Table 2

Organization
<b>EU</b> (Delegation of the European Union)
<b>AICS</b> (Italian Agency for Cooperation and Development)
<b>AFD</b> (French Development Agency)
<b>WB</b> (World Bank)
<b>USAID</b> (United States Agency for International Development)
<b>BAD</b> (African Development Bank)
<b>IFAD</b> (International Fund for Agricultural Development)
<b>FAO</b> (Food and Agriculture Organisation)
<b>GIZ / PDA</b> (German Cooperation)
<b>Dutch Cooperation</b>
<b>Swiss cooperation</b>
<b>Austrian Cooperation</b>
<b>PACTE</b> (Contract Farming and Ecological Transition Project)
<b>FIAB</b> (National Federation of Agrifood Industries in Burkina)
<b>Faso Coton</b>
<b>UNCPB</b> (National Union of Cotton Producers Cooperative Societies of Burkina Faso)
<b>AFDR</b> (Rural Development Training Association)
<b>UNMO – CIR</b> (National Enhanced Integrated Framework Implementation Unit)
<b>APEX</b> (Agency for the Promotion of Exports of Burkina)
<b>RCPB</b> (Network of Credit Unions of Burkina)
<b>Yelen Insurance</b>
<b>FEP</b> (Federation of Burkina Faso Breeders)
<b>CPF</b> (Farmers Confederation of Faso)
<b>APSAB</b> (The Professional Association of Insurance Companies of Burkina)
<b>AICB</b> (Interprofessional Association of Coton in Burkina Faso)

# Bibliothèque électronique : études, rapports et autres produits du savoir sur la GRA au Sénégal

## Etudes

### Evaluation des Risques

[Evaluation des risques agricoles](#)

Rapport

Novembre 2021

## Note de politique

[Burkina Faso Profil des risques agricoles](#)

Mai 2023

[Sahel Profil des risques agricoles](#)

Mai 2023

[Burkina Faso Profil du projet PGRAAM](#)

Juin 2023

[Rapport de Conception du Projet de Gestion des Risques Agricoles pour la Résilience aux Aléas du Climat et des Marchés \(PGRAAM\)](#)

Novembre 2022

## Rapports des Ateliers

### Rapports des ateliers de Partage de Connaissances et de Validation de l'EER

[Ateliers de partage de connaissances et de validation de l'étude d'évaluation des risques](#)

[Rapport Principal](#)

Juillet 2021

[Atelier de co-vision et de co-crédation du projet PGRAAM](#)

[Rapport Principal](#)

Juin 2022

### Rapports des ateliers de Renforcement des Capacités

[Atelier de renforcement des capacités cycle 1 \(RC1\)](#)

[Rapport Principal](#)

Avril 2022

[Atelier de renforcement des capacités cycle 2 \(RC2\)](#)

[Rapport Principal](#)

Septembre 2022

Toutes les publications sont disponibles sur le site internet de PARM :

[www.p4arm.org/library](http://www.p4arm.org/library)

# Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes, spaced evenly down the page.











# Notes

A series of horizontal dotted lines for writing notes.



# Gérer les risques pour améliorer les conditions de vie des petits agriculteurs



**Plateforme  
pour la Gestion  
des Risque Agricoles**

**Secrétariat PARM**

**Fonds international  
de développement agricole (FIDA)**  
Via Paolo di Dono 44-00142 Rome (Italie)

 [parm@ifad.org](mailto:parm@ifad.org)

 [www.parm.org](http://www.parm.org)